

Paris, le 10 juin 2013
N° 13-13

Maurel & Prom dément les informations relayées par Bloomberg concernant ses permis au Gabon



Les Etablissements Maurel & Prom démentent catégoriquement les propos de Monsieur Philippe de Pontet de la société Eurasia Group Ltd., relayés par Bloomberg dans l'article intitulé ***Maurel May Be Next Target of Gabon Oil Seizures, Eurasia Says.***

Contrairement à ce qui est indiqué dans cet article, Maurel & Prom ne fait l'objet d'aucun litige fiscal au Gabon.

Maurel & Prom dépasse largement ses engagements contractuels en termes de dépenses d'exploration, d'investissements de production, d'emploi de main d'œuvre locale et d'appui au développement régional. Maurel & Prom Gabon emploie 224 personnes dont 95% de Gabonais, ce taux exceptionnel et la qualité des relations au sein de l'entreprise et dans son environnement lui ont permis de ne pas être directement concernée lors des récentes grèves.

Par ailleurs le Groupe tient à préciser qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser ces rumeurs infondées, dont on peut légitimement s'interroger sur la finalité recherchée.

Plus d'informations : www.maureletprom.fr

Communication :

INFLUENCES

☎ : 01 42 72 46 76

✉ : communication@agence-influences.fr

Ce document peut contenir des prévisions concernant la situation financière, les résultats, les activités et la stratégie industrielle de Maurel & Prom. Par leur nature même, les prévisions comportent des risques et des incertitudes dans la mesure où elles se fondent sur des événements ou des circonstances dont la réalisation future n'est pas certaine. Ces prévisions sont effectuées sur la base d'hypothèses que nous considérons comme raisonnables mais qui pourraient néanmoins s'avérer inexactes et qui sont tributaires de certains facteurs de risques tels que les variations du cours du brut ; les variations des taux de change ; les incertitudes liées à l'évaluation de nos réserves de pétrole ; les taux effectifs de production de pétrole ainsi que les coûts associés ; les problèmes opérationnels ; la stabilité politique ; les réformes législatives et réglementaires ou encore les guerres, actes de terrorisme ou sabotages.
